



REUNION INTERNATIONALE DE MAURICE: MERCREDI 12 JANVIER 2005

Le matin, les délégués se sont réunis en plénière pour une discussion de groupe consacrée au renforcement des capacités de résistance des PEID. La Grande Commission s'est réunie dans la matinée et dans la soirée pour faire avancer les négociations autour du document de la Stratégie, les consultations informelles se poursuivant sur les questions des changements climatiques, du transport des déchets radioactifs, des navires coulés et de gouvernance. L'après-midi, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Alliance des Petits Etats Insulaires (AOSIS) ont tenu leur cinquième Sommet, auquel a assisté le Secrétaire Général de l'ONU, Kofi Annan.

DISCUSSIONS DE GROUPE

RENFORCEMENT DES CAPACITES DE RESISTANCE DES PEID: Cette session a été présidée par Maria Madalena Brito Neves, Ministre Capverdienne de l'Agriculture, de l'Environnement et des Pêches, et modérée par Albert Binger, de l'Université de West Indies. Le modérateur Binger a déclaré que la vulnérabilité économique peut être déterminée comme étant le risque posé aux économies par des facteurs externes tels que les ouragans, tandis que la vulnérabilité environnementale est le risque de dégâts à des écosystèmes importants qui fournissent biens et services aux communautés insulaires.

Toke Talagi, Vice-premier Ministre et Ministre de l'Environnement de Niue, a donné un aperçu sur les incidences économiques, environnementales et sociales du Cyclone Heta, qui a frappé l'île en janvier 2004. Il a précisé que cela coûtera la valeur de 200 ans d'exportations annuels, pour rattraper les pertes subies par l'agriculture de base de Niue.

Michael Witter, de l'Université de West Indies, a encouragé les gouvernements à gérer les facteurs qui ont un effet sur la vulnérabilité, comme la protection environnementale, et le lieu des projets de développement touristique. Il a indiqué que le renforcement des capacités de résistance requiert une planification macroéconomique rationnelle et un environnement économique stable, ainsi qu'un soutien international à la préparation aux, et à la récupération des, chocs externes. Il a proposé l'établissement d'un dialogue entre les PEID et les dirigeants du secteur des assurances, pour le traitement de la question du soutien devant être apporté aux PEID en matière d'assurance.

Teresa Manarangi-Trott a présenté l'importance du renforcement des capacités et du renforcement institutionnel, et a qualifié le caractère inadéquat des ressources financières de principale contrainte entravant le renforcement des capacités de résistance.

Elle a décrit les accomplissements des PEID dans le domaine du renforcement des capacités individuelles et institutionnelles, et a mis en relief les domaines nécessitant une aide plus importante, notamment: la mise à jour et le suivi des plans nationaux; la conduite d'évaluations techniques; l'élaboration de stratégies garantissant une implication plus importante du secteur privé; et le traitement des coûts des services et de l'infrastructure des technologies d'information et de communication.

Siv Jensen, Président de la Commission financière du Parlement Norvégien, a parlé des priorités de la Norvège en matière de coopération pour le développement, et a souligné l'importance de l'accès au marché, pour les pays en développement, et d'un investissement extérieur direct dans la réduction de la dépendance de l'aide. Tout en reconnaissant la vulnérabilité environnementale des PEID, elle a mis en relief la large gamme de situations économiques des PEID, et a fait état du défi posé aux partenaires du développement de considérer les PEID, au titre d'un groupe particulier. Elle a recommandé que les PEID explorent les voies et moyens de caractériser leur cas particulier et a mentionné la réduction de leur dépendance de l'économie d'un secteur unique, et le développement et la gestion de leurs ressources en énergie et en eau, comme étant autant de moyens d'accroître leurs capacités de résistance.

Dans le débat qui a suivi, les participants ont abordé:

- l'application des instruments internationaux disponibles pour le renforcement des capacités à traiter les chocs externes, la mise en place de partenariats, et la mise en pool des ressources aux niveaux régional et sous-régional;
- le rôle des systèmes de planification dans le développement durable;
- le rôle de l'éducation dans le traitement des questions de sécurité nationale;
- le besoin de soutenir les communautés et les gouvernements à déterminer et à définir leurs propres besoins en matière de renforcement des capacités;
- le besoin de protéger les récifs coralliens, les forêts de mangrove et les divers écosystèmes tampons; et
- le rôle de la société civile en tant que partenaire à part égal, dans la réalisation du développement durable.

Le représentant du Forum des Jeunes a présenté la "Youth Visioning for Island Living Declaration", élaborée par le Forum des Jeunes des PEID, qui s'est déroulé du 7 au 12 janvier 2005. La Déclaration appelle les gouvernements, le secteur privé et la société civile, entre autres: à mettre en place des partenariats avec les jeunes; à impliquer les jeunes dans les processus décisionnels; à sensibiliser les jeunes aux questions touchant à la santé; et à soutenir les jeunes dans la gestion des ressources marines et côtières, et à lancer des initiatives dans le domaine de la foresterie.

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Alexis Conrad, Elisa Morgera, Prisma Nuengsigkapan, Richard Sherman, et Hugh Wilkins. Edition numérique: David Fernau. Version française: Mongi Gadhoun. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service Information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les principaux bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: Le gouvernement des Etats-Unis (à travers le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales, du département d'Etat américain); le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI); l'Office Fédéral de l'Environnement, des Forêts et du Paysage (OFÉFP); le Royaume-Uni (à travers le DFID); le ministère danois des affaires étrangères; le gouvernement allemand (à travers les ministères de l'environnement (BMU) et de la coopération pour le développement (BMZ)); le ministère néerlandais des affaires étrangères, et la Commission Européenne (DG-ENV). Un soutien général a été accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2005, par: le PNUe; le gouvernement australien; le ministère fédéral autrichien de l'agriculture, des forêts, de l'environnement et de la gestion des eaux; les ministères suédois de l'environnement et des affaires étrangères; les ministères norvégiens de l'environnement et des affaires étrangères; les ministères finlandais de l'environnement et des affaires étrangères; Swan International; le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), le ministère nippon de l'économie, du commerce et de l'industrie (à travers GISPRI). La version française est financée par le ministère français des affaires étrangères et l'IEPF/OIF. Le financement de la version espagnole est fourni par le ministère espagnol de l'environnement. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés uniquement dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service d'Information de l'IIDD <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou 212 East 47th St. #21F, New York, NY 10017, USA. L'équipe du BNT à la RI est joignable directement par e-mail à: <prisma@iisd.org>.



GRANDE COMMISSION

Les délégués ont achevé les négociations autour du document de la Stratégie, à l'exception du chapitre consacré au thème des changements climatiques.

INTRODUCTION: Le matin, le délégué des ETATS-UNIS, contré par le G-77/CHINE, a proposé de supprimer le paragraphe appelant à l'évitement des mesures unilatérales, qui, entre autres, empêche la pleine réalisation du développement économique et social des populations des pays touchés. Le Président MacKay a proposé un texte de compromis, reconnaissant que les efforts visant à mettre en application la Stratégie doivent être en conformité avec le droit international. Au cours de la soirée, le G-77/CHINE a proposé de placer le libellé dans la partie consacrée à la gouvernance, du chapitre portant sur la mise en application, et d'amender la proposition du Président, de manière à y refléter que les efforts entrepris dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie, doivent être mener sans mesures coercitives, qui entravent et/ou empêchent développement durable. Le délégué des ETATS-UNIS a proposé de supprimer, entre autres, la référence aux mesures coercitives. Les délégués ont approuvé le texte, sur la base des amendements introduits par les Etats-Unis.

GESTION DES DECHETS: Au sujet des navires coulés, les délégués ont approuvé le texte élaboré dans les consultations informelles, qui reconnaît les réserves concernant les implications environnementales des fuites de mazout potentielles des navires coulés, sur les écosystèmes marins et côtiers des PEID, et la nécessité, pour les PEID, de poursuivre le traitement de cette question, de manière bilatérale avec les armateurs des navires, au cas par cas. Les délégués ont également accepté de supprimer les libellés consacrés à l'action de prévention de la pollution des navires coulés, et à l'acceptation de la responsabilité de la réhabilitation, si une telle pollution venait à se produire.

Au sujet du transport des matériels radioactifs, les délégués ont débattu du texte de compromis élaboré par le groupe de contact. Après l'examen d'une nouvelle formulation avancée par le Japon, les délégués ont accepté, moyennant quelques amendements, le texte de compromis, qui stipule que la communauté internationale souligne que l'arrêt du transport de matériels radioactifs à travers les régions des PEID est le but ultime des PEID et d'un certain nombre d'autres pays, et reconnaît le droit à la liberté de navigation. Les délégués ont également approuvé les libellés:

- soulignant que les Etats devraient veiller au maintien, sous l'égide de l'IAEA et de l'OMI, du dialogue et de la consultation autour de la question du transport maritime des matériels radioactifs; et
- encourageant les Etats impliqués dans ce genre de transport, à poursuivre l'engagement dans le dialogue avec les PEID et les autres Etats, en vue de résoudre leurs préoccupations.

Au sujet de la sûreté, de l'information, de la responsabilité, de la sécurité et la compensation, concernant le transport des matériels radioactifs, les délégués ont débattu du point de savoir si le texte devait se référer à la poursuite de l'élaboration et du renforcement des régimes internationaux, comme proposé par le G-77/Chine, ou des réglementations internationales, comme proposé par l'UE, et ont décidé de faire référence à "régimes réglementaires internationaux."

APPLICATION: Le délégué des ETATS-UNIS a proposé, et les délégués ont accepté, de créer un chapitre distinct consacré au suivi et à l'évaluation, au lieu de placer la question dans le chapitre consacré à la gouvernance nationale et internationale.

Gouvernance Nationale et Internationale: Environnement National favorable: Les délégués ont approuvé le texte formulé dans le groupe de contact sur la gouvernance, qui s'est réuni mardi soir et mercredi matin. Le texte stipule que les PEID devraient, avec le soutien nécessaire de la communauté internationale, entre autres: mobiliser les ressources à l'échelon national pour la réalisation des objectifs de développement durable et des priorités articulées dans le PAB; et promouvoir l'instauration d'un environnement favorable à l'investissement et à la technologie.

Environnement International favorable: Un accord a été atteint sur l'insertion du paragraphe 141 du PMAJ, qui traite, entre autres, de la bonne gouvernance à l'échelon international. Un accord a également été atteint sur la création d'un nouveau sous-chapitre consacré aux questions ayant trait au commerce et à la finance.

DANS LE SOMMET DE L'AOSIS

Le cinquième Sommet de l'AOSIS s'est déroulé mercredi après-midi. Suite à la déclaration-thème du Premier Ministre Mauricien, la réunion a planché: sur les rôle et fonction du système des Nations Unies, en particulier l'Unité chargée des PEID et le Réseau PEID; sur la coopération régionale et interrégionale; et sur les rôle et fonction de l'AOSIS et les relations avec d'autres groupes. Le Sommet a également traité des mesures visant à améliorer la mise en application du développement durable des PEID, y compris: les travaux du groupe d'experts des PEID sur la vulnérabilité; la proposition concernant la mise en place d'un fonds consacré au renforcement des capacités de résistance; le consortium universitaire des PEID; et le fonds consacré au renforcement des aptitudes dans le domaine des négociations. La réunion a adopté le communiqué devant être présenté à la RI, jeudi.

DANS LES COULOIRS

Alors que les délégués cherchaient à établir des arrangements techniques, et que la plénière débattait des approches théoriques applicables au développement durable, plusieurs participants ont fait état d'un chasme entre le plan stratégique négocié et la focalisation, sur l'aspect application, des événements qui se déroulaient à 35 km du centre de conférence, à Freeport, où les communautés, les ONG, les experts et les organisations internationales procédaient à des échanges d'expériences en matière de bonnes pratiques, de renforcement des capacités et de lancement de nouveau partenariats, parallèlement aux négociations. Ces initiatives de terrain ont été reconnues lorsque le Secrétaire Général de l'ONU, Kofi Annan a visité la Communauté Vilaj, à Freeport, mercredi après-midi – sa première apparition publique à la RI.

Les négociations autour de la question des changements climatiques avançant à un rythme d'escargot, nombre de participants ont fait remarquer que les positions au sein du groupe de contact sont, de manière inquiétantes, similaires à celles avancées, voilà quelques semaines, à la CdP-10 de l'UNFCCC, à Buenos Aires, et plusieurs négociateurs chevronnés spécialistes des questions climatiques de baptiser, non sans affection, le groupe de contact sur les changements climatiques, "CdP-10 bis."

Dans l'Intervalle, les délégués attendent avec impatience l'émission de la Déclaration de Maurice.